



NOTE DE LECTURE

La dissuasion et le nouvel environnement de sécurité global

par Bernard Sitt, Directeur du CESIM

(Deterrence and the New Global Security Environment, ouvrage collectif édité par Ian Kenyon et John Simpson, Routledge, New York, 2006, 219 p. avec des articles de Sir Michael Quinlan, Darryl Howlet, P.K. Ghosh, Wyn Q. Bowen, Aaron Karp, James A. Russell et James J. Wirtz, Alexander A. Pikayev, Zong Jing et Pan Zhenqiang, John Simpson, Ian Kenyon, Bernd W. Kubbig, Waheguru Pal S. Sidhu, Naaem A. Salik, Alaa Issa)

La parution d'un ouvrage académique collectif approfondi sur la dissuasion est un événement rare ces toutes dernières années, et d'autant plus intéressant que l'initiative émane d'un centre (MCIS, *Mountbatten Centre for International Studies*, Université de Southampton), au demeurant d'excellente renommée, plus connu pour ses activités dans le domaine de la non-prolifération, et entre autres dans le cadre du PPNN (*Program for Promoting Nuclear Non-Proliferation*), que pour ses analyses stratégiques.

La motivation de l'ouvrage relève d'un thème désormais classique : la dissuasion nucléaire a été dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle le mécanisme organisateur central des relations de sécurité, appuyé entre autres sur l'*arms control* bilatéral USA-URSS. Mais le contexte du 21^{ème} siècle est différent, et caractérisé par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, les systèmes de défense antimissile et la menace des organisations terroristes internationales. Dans cet environnement, la dissuasion nucléaire est devenue moins centrale, mais le

concept de dissuasion lui-même reste tout à fait valide et pertinent, et il s'est diversifié et élargi pour s'adapter à la nouvelle complexité des problèmes de sécurité internationale.

L'ensemble des articles présentés apporte des contributions substantielles et une couverture exhaustive, successivement dans trois domaines :

s'agissant de théories : éléments classiques et nouveaux développements conceptuels sur les éléments nucléaires et non nucléaires de la dissuasion, et sur le rôle des défenses antimissile ;

s'agissant de pratiques : retour sur les cinq puissances nucléaires établies et leurs perspectives en matière de dissuasion (John Simpson traite à la fois de la France et du Royaume-Uni, qui sont encore, de son point de vue, trop attachées aux logiques de Guerre froide ; mais paradoxalement, il n'aborde que très marginalement le discours présidentiel de juin 2001 ; et naturellement le discours de l'Île Longue de janvier dernier était intervenu après le « bouclage » du livre) ;

s'agissant de dynamiques régionales : l'Allemagne (en tant que pays « non possesseur d'ADM » et acceptant le stationnement d'armes nucléaires OTAN sur son territoire), l'Asie du Sud et le Moyen-Orient.

Dans le domaine théorique, le changement de contexte et de concepts souligné par plusieurs auteurs se traduit, selon Aaron Karp, par le fait qu'il existe aujourd'hui trois types distincts de relations dissuasives :

celui qui existe entre les cinq puissances nucléaires, qui a évolué vers des formes plus latentes compte tenu du renforcement des relations politiques entre les Cinq depuis 1991 ;

celui qui implique les Etats nucléaires émergents, qui serait moins stable que le précédent ;

celui qui concerne les situations impliquant des acteurs terroristes.

C'est justement sur le troisième type de dissuasion que l'on voudrait insister ici. Certes, comme il a été souligné à l'envi, la dissuasion nucléaire n'est pas pertinente vis-à-vis d'acteurs non-étatiques, ni plus généralement la dissuasion conventionnelle en ce qu'elle implique l'emploi de la force militaire entre Etats. Mais selon Michael Quinlan et Wyn Bowen, les acteurs terroristes sont dissuadables. Et en particulier l'analyse du premier mérite attention.

Celui-ci rappelle d'abord cinq propositions génériques qui sont aux fondements de la dissuasion prise dans son acception la plus large (au sens français du terme selon lui) :

ciblage des valeurs auxquelles le « dissuadé » attache du prix,

possibilités de dissymétries à la fois dans la puissance et dans les systèmes de valeurs des Etats en confrontation,
la perception du dissuadé est le complément inséparable de la posture et de la rhétorique du « dissuadeur »,
l'ambiguïté de la posture et de la rhétorique est l'un des éléments importants du renforcement de la dissuasion,
les calculs relatifs à la dissuasion ne doivent s'exprimer qu'en termes de probabilités.

S'appuyant sur ces propositions, il poursuit ensuite par l'affirmation selon laquelle tout Etat ou groupe d'Etats est dissuadable, en ce sens qu'il a nécessairement un système de valeurs, quelle que soit sa nature et quelles que soient ses différences par rapport aux nôtres. Quant aux organisations terroristes, il pose l'assertion fondamentale selon laquelle toute organisation terroriste qui a la structure et la taille requises pour être en mesure de causer des dommages massifs a nécessairement besoin d'un Etat (ou de plusieurs) pour la soutenir et l'héberger, témoin l'expérience du gouvernement taliban à l'automne 2001.

On peut arguer contre cela que les terroristes du 11 septembre n'avaient pour seule valeur que l'instrumentalisation de leur suicide au service de leur cause et restaient inaccessibles à toute dissuasion directe. La réponse de M. Quinlan est que les terroristes ne sauraient exister ni opérer indépendamment de leur organisation, et que précisément c'est elle qu'il s'agit de dissuader, en s'attaquant non pas à ses exécutants, ou en tous cas pas directement, mais à ses dirigeants, ses modes et ses instruments de fonctionnement. Et cette dissuasion doit sortir du champ purement militaire et être totale, c'est-à-dire également politique, juridique, idéologique, économique et financière, de manière soigneusement adaptée à la spécificité des acteurs. Et elle doit donc être, à différents égards, une dissuasion par déni. Elle doit aussi par ailleurs jouir d'un large soutien international qui la légitime.

A titre de commentaire, on peut dire que l'argumentaire de Sir Michael donne à penser. Le paradigme ainsi créé paraît convaincant, mais il reste à le mettre en œuvre de manière effective, auquel cas aucune organisation terroriste et aucun Etat qui la soutient ne pourront ignorer le risque de représailles majeures de toute nature qui pèse sur eux. Mais l'efficacité de cette dissuasion globalisée et adaptée implique à notre sens deux conditions :

un engagement de l'ensemble des mécanismes de défense et de sécurité à la disposition de l'Etat menacé ; il s'agit, faut-il le préciser, d'une dissuasion plus difficile à mettre en œuvre que la dissuasion nucléaire classique vis-à-vis d'un Etat ;

un engagement conjoint et solidaire de plusieurs Etats, aucun pays ne pouvant, quelle que soit sa puissance, agir de manière efficace s'il est isolé : il s'agit d'une dissuasion pluri-étatique.

Mais ne vient-on pas, dans cette approche, de réinventer la « guerre globale contre le terrorisme » qui a tant fait débat ? Certainement pas selon nous, en raison des différences dans la logique, les moyens et surtout les objectifs. Alors, le concept GWOT¹, dont on sait les limites, aurait-il vécu ?

¹ *Global War On Terror*